



---

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

---

Maître d'Ouvrage
<p>CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE - SITE DE DIJON 32 avenue de l'Observatoire 25000 BESANCON</p>

Objet du marché
<p><b>TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE MISE AUX NORMES DU RESTAURANT UNIVERSITAIRE MONTMUZARD A DIJON (21)</b></p>

<p>Procédure adaptée de type ouverte avec possibilité de négociation selon les dispositions de l'article L. 2123-1 et des articles R. 2123-1, R.2123-4 à R.2123.6 du Code de la commande publique</p>
---

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES	4
1.3 AUTRES INTERLOCUTEURS DU MARCHE	4
1.4 FORME DU MARCHE	5
1.5 SOUS-TRAITANCE	5
1.6 TRANCHES OPTIONNELLES	6
1.7 ORDRES DE SERVICE	6
1.8 FORME DES NOTIFICATIONS	6
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 - PRIX ET MODE d'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX</b>	<b>7</b>
3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS	7
3.2 CONTENU DES PRIX	7
3.3 NATURE DU PRIX	7
3.4 VARIATIONS DES PRIX	7
3.5 INDEX DE VARIATION	8
3.6 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	8
3.7 NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCES	8
<b>ARTICLE 4 - RETENUE DE GARANTIE</b>	<b>8</b>
4.1 RETENUE DE GARANTIE	8
4.2 REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE PAR UNE GARANTIE A PREMIERE DEMANDE (GAPD)	8
4.3 RESTITUTION DE LA RETENUE DE GARANTIE ET LIBERATION DE LA CAUTION	9
<b>ARTICLE 5 - AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT</b>	<b>9</b>
5.1 MONTANT DE L'AVANCE	9
5.2 BENEFICIAIRES	9
5.3 CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AVANCE	9
5.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	10
<b>ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>10</b>
6.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
6.2 DEMANDES DE PAIEMENT	11
6.3 DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	12
<b>ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>12</b>
7.1 DUREE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	12
7.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	12
<b>ARTICLE 8 - PENALITES</b>	<b>13</b>
8.1 PENALITES POUR RETARD	13
8.2 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMIS EN ETAT	13
8.3 REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION	14
8.4 PENALITES POUR ABSENCE LORS D'UNE INSPECTION COMMUNE	14

8.5 PENALITES POUR RETARD DANS LE NETTOYAGE DE CHANTIER .....	14
<b>ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>14</b>
9.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	14
9.2 MISE A DISPOSITION DE LIEUX D'EMPRUNT.....	14
9.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	14
<b>ARTICLE 10 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>14</b>
10.1 COORDINATION DES TRAVAUX .....	14
10.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AU CHANTIER.....	15
10.3 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	15
10.4 PLANS D'EXECUTION – NOTE DE CALCULS – ETUDES DE DETAILS.....	15
10.5 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	16
<b>ARTICLE 11 - ORGANISATION, DEROULEMENT, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS .....</b>	<b>16</b>
11.1 PRINCIPES GENERAUX ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	16
11.2 OBLIGATION DE RESULTAT .....	16
11.3 INSTALLATION DE CHANTIER .....	16
11.4 CONTROLE D'ACCES .....	17
11.5 DISPOSITIF DE VIGILANCE ET D'ALERTE EN DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE .....	17
11.6 OBLIGATIONS EN MATIERE DE DETACHEMENT DES TRAVAILLEURS .....	17
11.7 DISPOSITIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	17
11.8 DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION .....	18
<b>ARTICLE 12 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>18</b>
12.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX .....	18
12.2 RECEPTION ET RECEPTIONS PARTIELLES .....	18
12.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES .....	19
12.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	19
12.5 DELAIS DE GARANTIE.....	19
<b>ARTICLE 13 - ASSURANCES.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 14 - RESILITATION DU MARCHE.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 15 - CLAUSES DE REEXAMEN.....</b>	<b>20</b>
15.1 MODIFICATIONS DU MONTANT DES TRAVAUX .....	20
15.2 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION.....	21
<b>ARTICLE 16 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....</b>	<b>22</b>

## ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent CCAP régit les marchés de travaux permettant l'aménagement et la mise en conformité du Restaurant universitaire Montmuzard situé 8 B rue Recteur Marcel Bouchard à DIJON.

Le marché est alloti en **5** lots décomposés selon le tableau suivant :

N°LOT	Désignation du lot
01	Terrassement - VRD - Maçonnerie
02	Serrurerie - Métallerie - Equipements de
03	Plâtrerie – Peinture – Menuiserie bois
04	Revêtements de sols - Faïence
05	Electricité - Plomberie

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le lot principal est le lot 1.

### 1.2 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre le Maître d'Ouvrage présentée ci-dessous, ci-après dénommé « la Maîtrise d'ouvrage » ou « MOA », et le titulaire.

#### 1.2.1 La maîtrise d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage au sens des dispositions du code de la commande publique est :

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES  
32 avenue de l'Observatoire - 25000 BESANCON

Le maître d'ouvrage est représenté par Madame BALDI, en sa qualité de directrice générale du CROUS BFC.

#### 1.2.2 Le titulaire

L'entrepreneur, ou le groupement en cas d'entrepreneurs groupés, ou les opérateurs économiques, représenté par son mandataire, est désigné sous le terme "le titulaire".

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG travaux, la personne physique habilitée à représenter le titulaire est la personne ayant signé l'acte d'engagement. Dans l'hypothèse où le titulaire souhaite désigner un ou plusieurs autres représentants, il devra en informer le pouvoir adjudicateur selon les modalités prévues à l'article 3.4.2 du CCAG travaux.

### 1.3 AUTRES INTERLOCUTEURS DU MARCHE

#### 1.3.1 Le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est un groupement dont la société SETUREC MOE est le mandataire. L'adresse est : 37 Rue Elsa Triolet – 21000 DIJON.

Les autres membres du groupement de maîtrise d'œuvre sont : BEFR – Bureau d'études électriques

Le marché de MOE comprend les missions suivantes :

Missions de base	
AVP	Etudes d'Avant-Projet
PRO	Etudes de Projet
AMT	Assistance pour la passation des marchés publics de travaux
EXE	Etudes d'exécution et visa
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR (yc GPA)	Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement

Le contenu des éléments de ses missions de base est celui qui figure au sein du code de la commande publique. Aussi, il est confié au Maître d'œuvre les missions complémentaires suivantes :

Missions complémentaires		
MC1	OPC	Ordonnancement, Pilotage, Coordination

### 1.3.2 Contrôle Technique

Le Maître d'Ouvrage est assisté d'un contrôleur technique. Sa mission est définie suivant les termes de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et ses décrets d'application.

Le CT est l'entreprise **BTP CONSULTANTS**, 5 B rue de la Grande Fin – 21121 FONTAINE-LES-DIJON dont son représentant est M. Marchetto.

Les missions qui lui sont confiées sont :

Code	Mission
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
S	Sécurité des personnes dans les constructions

### 1.3.3 Coordonnateur santé et protection de la santé (CSPS)

Le Maître d'Ouvrage est assisté d'un CSPS de catégorie 3 en vue d'assurer les missions de coordination SPS. Le CSPS est l'entreprise **CSPS PREVENTION**, 3 C rue Ernest Lory – 21000 DIJON dont son représentant est M. PINEAU Jean-Luc.

## 1.4 FORME DU MARCHE

La procédure de passation est la suivante : Procédure adaptée de type ouverte avec possibilité de négociation selon les dispositions de l'article L. 2123-1 et des articles R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la commande publique.

## 1.5 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve du respect des dispositions indiquées aux articles L2193-3 et suivants, R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera un DC4 dûment complété. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de la DC4 dûment signée.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG travaux, la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant est la personne ayant signé, pour le compte de ce dernier, l'acte spécial de sous-traitance ou l'attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. En cas de changement de représentant, le sous-traitant en informera le pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément par le pouvoir adjudicateur et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

## 1.6 TRANCHES OPTIONNELLES

Sans objet.

## 1.7 ORDRES DE SERVICE

Conformément aux dispositions de l'article 2 et par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre qui les notifiera à l'entrepreneur.

En outre, en application de l'article 3.8.1 du CCAG travaux, tous les ordres de services émis par le maître d'œuvre et entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant, doivent faire l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG travaux, lorsque l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service et/ou d'une décision du pouvoir adjudicateur appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'œuvre, au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours.

## 1.8 FORME DES NOTIFICATIONS

La notification des informations qui font courir un délai sera réalisée par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électronique, sinon sur support papier, avec si nécessaire un accusé de réception (AR).

Modalités de notification des OS et autres pièces émanant du maître d'œuvre :

- Ordres de services : réalisés par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électronique, sinon sur support papier, avec si nécessaire un AR.
- Comptes rendus de chantier : réalisés par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électroniques, sinon sur support papier, avec si nécessaire un AR.

---

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement ;
- Le CCAP ;
- Le CCTP commun pour les lots 1 à 4 ;
- Le CCTP pour le lot 5 ;
- Les pièces graphiques du maître d'œuvre ;
- Les pièces graphiques du bureau d'études Electricité ;
- La DPGF propre à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales ;
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU) ;
- Le RICT ;
- Le calendrier détaillé d'exécution qui sera établi par l'OPC lors de la période de préparation de chantier, sur la base du calendrier prévisionnel DCE ;
- Le PGCSPPS ;
- Le plan d'emprise de chantier ;
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé propre à chaque lot ;
- Les DC4 postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique propre à chaque lot ;
- La DICT

Le texte du CCAG-TVX et autres documents techniques applicables sont ceux en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au présent CCAP.

### 3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

### 3.2 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont hors TVA et identifiés en euros. Le client identifié à la TVA française est actuellement redevable de la TVA française pour les opérations (livraison de biens et prestation de services) taxables en France accomplies par le fournisseur ou prestataire établi à l'étranger (UE ou pays tiers).

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant hors taxes et le montant de la TVA, au taux conforme à la législation en vigueur.

Les prix sont établis :

- En considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG-TVX, et du PGC.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots nécessaires à la réalisation de l'ouvrage,
- En tenant compte de la connaissance par l'entrepreneur de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux : il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son Acte d'Engagement, pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux. L'entrepreneur est également réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et connaître toutes les sujétions des autres corps d'état sur son lot,
- De toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés. Les prix englobent tous les frais d'installation de chantier, de fournitures, main d'œuvre, échafaudages, cordes à nœuds et agrès, échantillonnages, essais des ouvrages, nettoyage des lieux. Les prix de chaque lot sont réputés comprendre la marge du titulaire auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle de sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations ci-dessus.

En cas de cotraitance conjointe avec mandataire solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Par dérogation à l'article 9.3.2 du CCAG travaux, les prix forfaitaires font l'objet d'une décomposition du prix global et forfaitaire détaillant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, les quantités à exécuter et les prix de chaque unité d'ouvrage correspondants.

### 3.3 NATURE DU PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés, comme précisé à l'acte d'engagement, par l'application d'un prix global et forfaitaire.

### 3.4 VARIATIONS DES PRIX

En application de l'article R.2112-11 du Code de la Commande Publique, les prix du présent marché sont fermes et actualisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre finale. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre finale et la date de début d'exécution des prestations.

Les prix seront actualisés aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Les prix de base sont actualisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I(n-3)/I_0)$$

dans laquelle :

P = prix actualisé ;

P<sub>0</sub> = prix au mois Mo (remise de l'offre finale) ;

I(n-3) = valeur de l'index de référence concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois ;

I<sub>0</sub> = valeur de l'index de référence au mois Mo (remise de l'offre finale)

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

### 3.5 INDEX DE VARIATION

S'agissant d'un marché alloti, les index de référence choisis pour l'application de la clause de variation des prix des travaux sont (base et référence 100 en 2010) :

N° lot	Intitulé	Index
01	Terrassement - VRD – Gros œuvre	TP01 (67%) - BT03 (33%)
02	Serrurerie - Métallerie - Equipements de quai	BT07 (30%) - BT49 (6%) – BT42 (9%) – BT01 (55%)
03	Plâtrerie – Peinture – Menuiserie bois	BT08 (42%) – BT18a (58%)
04	Revêtements de sols - Faïence	BT09 (61%) – BT01 (39%)
05	Electricité - Plomberie	BT47 (91%) – BT38 (9%)

Remarque : dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE etc...) pendant la durée du marché mais qu'un indice de substitution serait mis en place, le pouvoir adjudicateur actera ce changement par OS. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, le pouvoir adjudicateur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

### 3.6 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable du maître de l'ouvrage.

### 3.7 NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES

Il est fait application des conditions fixées par les articles R.2191-45 à -62 du code de la commande publique.

---

## ARTICLE 4 - RETENUE DE GARANTIE

---

### 4.1 RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

### 4.2 REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE PAR UNE GARANTIE A PREMIERE DEMANDE (GAPD)

Conformément à l'article R.2191-36 du code de la commande publique, le titulaire peut fournir une garantie à première demande (GAPD), remplaçant l'application de la retenue de garantie.

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la GAPD ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.



Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une GAPD à la retenue de garantie. Toutefois, cette GAPD doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants.

La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

### **4.3 RESTITUTION DE LA RETENUE DE GARANTIE ET LIBERATION DE LA CAUTION**

La retenue de garantie sera restituée ou la caution libérée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de la dernière de ces réserves.

---

## **ARTICLE 5 - AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT**

---

### **5.1 MONTANT DE L'AVANCE**

En application de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dont le délai est supérieur à 2 mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG Travaux, l'option B est retenue. Le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant initial TTC du marché en prix de base.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Les taux et les conditions de versement de l'avance sont fixés par le marché, ils ne peuvent être modifiés.

### **5.2 BENEFICIAIRES**

Lorsque le marché est passé avec des entrepreneurs groupés payés directement par le maître d'ouvrage ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions relatives aux avances sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct dans les conditions définies ci-dessous.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au titulaire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, la garantie d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restantes dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, après l'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

### **5.3 CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AVANCE**

### 5.3.1 Production d'une garantie

Sans objet.

### 5.3.2 Règlement de l'avance

Le règlement de l'avance interviendra en une seule fois dans les conditions prévues à l'article R.2192-24 du code de la commande publique. Aucune retenue de garantie ne sera effectuée sur cette avance. En cas de sous-traitance, le versement de l'avance et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

## 5.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

L'avance sera remboursée dans les conditions prévues à l'article R.2191-11 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant TTC du marché.

---

## ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES

---

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde, établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux selon les quantités réellement exécutées. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Avant le début des travaux, le titulaire proposera au MOE un modèle de facturation établi selon la décomposition du DPGF. Celui-ci sera validé avant utilisation.

### 6.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le titulaire déposera impérativement via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> sa demande de paiement mensuelle à destination du MOE et du MOA.

Toutes les factures électroniques seront établies sur papier en-tête du titulaire et comporter, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CROUS en tant que destinataire de la facture :  
**130 024 433 00018**
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture
- La date d'exécution des travaux
- Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer,
- Le numéro du marché
- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues : **1005**
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire,
- La quantité et la désignation des travaux et prestations réalisés,
- Les prix unitaires HT des travaux,
- Le montant hors TVA : Si le fournisseur ou le prestataire est étranger (titulaire, cotraitant en cas de groupement, sous-traitant, il a l'obligation de présenter ses factures en Hors Taxes et d'y mentionner que « la TVA est due par le client identifié à la TVA en France en application de l'article 21-1-a de la 6e Directive ou l'article 283-1 du Code Général des Impôts. »
- Le montant TTC
- La date d'émission de la facture.
- Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC (à l'exclusion du cas de l'auto-liquidation) ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC.

## **6.2 DEMANDES DE PAIEMENT**

### **6.2.1 Demande de paiement des états d'acomptes mensuels**

Les acomptes mensuels sont établis dans les conditions fixées à l'article 12.2 du CCAG-Travaux en tenant compte des dérogations suivantes :

- Le maître d'œuvre, à partir du projet de décompte mensuel remis par le titulaire, dresse un projet d'état d'acompte mensuel, comprenant les différents éléments indiqués à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, et l'adressent au maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la réception du projet de décompte.
- Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet d'état d'acompte mensuel établi par le maître d'œuvre, dans un délai de 8 jours. Le projet, accepté ou rectifié devient alors l'état d'acompte mensuel sur la base duquel est réglé le montant de l'acompte.

Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage.

### **6.2.2 Demande de paiement finale**

Par dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG travaux, après réception sans réserve des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Les autres termes de l'article 12.3.1 demeurent inchangés.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées. Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décomptes mensuels et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances.

Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG-travaux s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Conformément à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG-travaux, ou en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixées aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG-travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après:

- Trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- Trente jours à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Conformément à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2, le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé du projet :

- De décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 ;
- D'état du solde, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- De récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Par dérogation à l'article 12.4.2, dans un délai de vingt jours à compter de la réception de ces documents, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG.

Si, dans ce délai de vingt jours, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des intérêts moratoires afférents au solde.

### 6.3 DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Les paiements seront effectués dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$
---

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

---

## ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION

---

### 7.1 DUREE DU MARCHÉ – DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et sont précisées à l'article 10.3 du présent CCAP en ce qui concerne la période de préparation.

Le délai contractuel comprend :

- La période de préparation du chantier définie à l'article 28.1 du CCAG Travaux où, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, elle est réduite à 2 semaines ;
- Les délais d'exécution des travaux, et des opérations de nettoyage de fin de chantier ;
- Le repliement des installations de chantier ainsi que la remise en état des terrains et des lieux.

Il sera fait application de l'article 18 du CCAG-Travaux, pour le lancement du délai d'exécution.

Ces délais sont comptabilisés hors jours d'intempéries.

En cas de délais contractuels partiels, toutes les stipulations contractuelles relatives aux délais globaux, notamment les pénalités provisoires ou pénalités pour retards, s'appliquent à ces délais.

Pour les opérations traitées par marchés séparés, les stipulations suivantes s'appliquent :

- Les titulaires de chaque marché sont tenus par les délais globaux faisant l'objet du calendrier détaillé d'exécution ;
- Dès notification des marchés, le maître d'œuvre ou le prestataire chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination des travaux, diligente, en concertation avec les entrepreneurs, la transformation du calendrier prévisionnel en calendrier détaillé ;
- Dès que ce calendrier détaillé est mis au point, il est notifié à chaque titulaire d'un marché par ordre de service du maître d'œuvre ;
- Le calendrier détaillé peut prévoir des délais partiels contractuels pour chaque marché.

### 7.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

La prolongation des délais dans les conditions définies au présent article est sans incidence financière sur le montant de la rémunération due au titulaire en application du présent marché public. En revanche, une telle prolongation a pour effet de suspendre l'application des éventuelles pénalités de retard prévues en cas de non-respect des délais correspondants.

Il est précisé qu'une prolongation peut également être justifiée par l'intervention de instances extérieures aux instances du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG Travaux, la prolongation des délais d'exécution s'effectue soit par avenant, soit par ordre de service envoyé par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

En complément des dispositions de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, seuls les intempéries, au sens de l'article L5424-8 du Code du travail, entraînant un arrêt total des travaux donneront lieu à prolongation des délais d'exécution du nombre de journées réellement constatées (Station de Référence : Dijon).

---

## ARTICLE 8 - PENALITES

---

L'ensemble des pénalités énumérées dans le présent article sont entendues en €HT ne sont pas plafonnées et seront appliquées sans mise en demeure préalable.

### **8.1 PENALITES POUR RETARD**

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Il est dérogé à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

#### **8.1.1 Pénalité de retard dans la remise des documents d'exécution**

En cas de retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc. ...), le maître d'ouvrage appliquera une pénalité de :

Cent euros (100€) par jour calendaire de retard.

Ces pénalités sont applicables pour la remise de tous les documents demandés par les interlocuteurs du projet CT, CSPS, MOE ou MOA et qui n'aurait pas été envoyés à ce dernier dans les 15 jours calendaires consécutifs à sa demande écrite notifié par mail ou courrier.

#### **8.1.2 Pénalité de retard en cours de chantier**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels :

Deux cents (200€) par jour calendaire de retard.

#### **8.1.3 Pénalités de retard dans la levée des réserves à la réception**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans la levée des réserves à la réception concernant ses prestations, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant du décompte final :

Cent euros (100 €) par jour calendaire de retard.

#### **8.1.4 Pénalités pour absence ou retard de plus de 30min aux réunions de chantier**

En cas de retard aux réunions de chantier de plus de 30 minutes, ou en cas d'absence aux réunions de chantier pour lesquelles le titulaire aura été dûment convoqué, le maître d'ouvrage appliquera sur le décompte une pénalité par retard ou absence constatée par le MOE/OPC, d'un montant forfaitaire fixé à :

Cent cinquante euros (150 €) par absence ou retard.

### **8.2 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMIS EN ETAT**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice d'une pénalité de :

Deux cents euros (200 €) par jour calendaire de retard.

### **8.3 REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION**

En cas de non remise, à la date de réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 12.4 ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de : 200 €.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents.

Au-delà de 2 mois suivant la date de réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

### **8.4 PENALITES POUR ABSENCE LORS D'UNE INSPECTION COMMUNE**

En cas de non sollicitation du CSPS pour la réalisation d'une inspection commune (y compris avec ses sous-traitants), et sur simple constat, ce dernier subira une pénalité égale à 100 € par simple constat du CSPS, MOE ou maître d'ouvrage.

### **8.5 PENALITES POUR RETARD DANS LE NETTOYAGE DE CHANTIER**

Après constat, du MOA ou MOE et après inscription au compte rendu de chantier, tout retard ou défaut dans le nettoyage du chantier le titulaire s'expose à une pénalité de 250 €.

Le MOA se réserve également le droit de procéder au nettoyage par une entreprise extérieure qui sera imputé soit au compte prorata, soit par répartition aux entreprises concernées qui sera établi par la MOE.

---

## **ARTICLE 9 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

---

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

### **9.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Sans objet.

### **9.2 MISE A DISPOSITION DE LIEUX D'EMPRUNT**

Sans objet.

### **9.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que le cas échéant, le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG.

---

## **ARTICLE 10 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

---

### **10.1 COORDINATION DES TRAVAUX**

#### **10.1.1 Calendrier détaillé d'exécution des travaux**

Le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 28.2.3 du CCAG travaux.

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article 7.

La notification d'un nouveau calendrier détaillé de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une

prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'un avenant.

### **10.1.2 Coordination des travaux**

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage sera assurée par le maître d'œuvre

## **10.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AU CHANTIER**

### **10.2.1 Nettoyage de chantier**

Le titulaire doit assurer le nettoyage du chantier en cours et fin de chantier. Il remettra les lieux en état conformément aux indications du représentant du maître de l'ouvrage. Les déchets, gravats, excédents de déblais non récupérables seront évacués sur une décharge agréée à la charge exclusive de l'entrepreneur.

Le titulaire évitera toute souillure de la voie publique par suite de la présence de son chantier. Il nettoiera la voie publique sans délai à chaque fois qu'elle aura été souillée par ses engins, camions, etc...

Conformément à l'article 37.1 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à la disposition par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Le titulaire doit laisser en permanence le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il a la charge. Il évacue ses gravats et autres déchets au fur et à mesure de leur production, et procède à autant de nettoyages qu'il est nécessaire en fonction de la nature des travaux.

Lorsqu'une entreprise intervient dans des locaux occupés ou à proximité immédiate de ceux-ci, elle veille particulièrement à ce que son chantier n'est pas d'incidence sur la propreté des locaux en service. Elle prend toute mesure utile pour protéger ces locaux des effets du chantier, et procède immédiatement au nettoyage et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

## **10.3 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, il est fixé une période de préparation de 2 semaines.

La période de préparation démarre à la notification du marché.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG à la diligence respective du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ainsi que de l'OPC, si ce dernier est différent du maître d'œuvre lorsque les travaux sont allotés.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre dans les 15 jours qui suit la notification du marché. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

L'OPC élabore le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les titulaires des différents lots conformément aux dispositions de l'article 28.2.3 du CCAG travaux et de l'article 10.1.1 ci-dessus.

À l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux par le MOE.

## **10.4 PLANS D'EXECUTION – NOTE DE CALCULS – ETUDES DE DETAILS**

Il est précisé que le maître d'œuvre est chargé de la totalité des études d'exécution des ouvrages. Le maître d'œuvre assure la mission de synthèse des lots techniques.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

## 10.5 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

---

## ARTICLE 11 - ORGANISATION, DEROULEMENT, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

---

### 11.1 PRINCIPES GENERAUX ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le chantier est à la mise en place d'un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 3.

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à R 4532-76 du Code du travail dans un délai de 15 jours après la notification de l'ordre de service. En cas d'entreprise intervenant seule le Plan particulier est transmis au maître de l'ouvrage.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel

Le plan particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

### 11.2 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire s'engage sur une obligation générale de résultat portant sur :

- La réalisation de travaux et prestations associées de qualité, conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, aux règles de l'art et aux droits des tiers, en parfait état de finition et de fonctionnement, exempts de vices, répondant aux objectifs, données et contraintes du projet ;
- La prise en compte et la gestion des sujétions normalement prévisibles ;
- Le fait de prendre en considération les changements de lois, règlements et normes en vigueur qui seraient susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché public, pour autant que ceux-ci s'appliquent de manière obligatoire aux prescriptions de celui-ci ; tout défaut de prise en compte de ces évolutions et d'anticipation de ces dernières expose le Titulaire à une reprise à ses frais des travaux et prestations associées réalisés ;
- Le respect du calendrier et notamment des délais partiels d'exécution.

Cette obligation de résultat peut conduire le Titulaire à renforcer ses moyens sans que cela ne justifie un quelconque complément de rémunération.

### 11.3 INSTALLATION DE CHANTIER

#### 11.3.1 Emplacement des installations de chantier

Le CCTP et le plan d'emprise de chantier fourni au DCE définissent les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.



Le maître d'ouvrage met à la disposition des entreprises des locaux comprenant des vestiaires, des sanitaires et un lieu de restauration.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

**Les lieux doivent être maintenus en état tout au long des travaux.**

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

## **11.4 CONTROLE D'ACCES**

Le maître d'ouvrage impose, à l'intérieur du chantier, le port visible par tout intervenant de sa carte d'identification professionnelle (CIP) ou de l'attestation provisoire valant CIP.

Le site [www.cartetbtp.fr](http://www.cartetbtp.fr) précise les modalités d'obtention de la CIP. Son obtention relève de la responsabilité du titulaire qui ne pourra se prévaloir de difficultés potentielles rencontrées dans sa démarche pour justifier un quelconque retard dans son intervention.

En cas d'inexistence de CIP, le pouvoir adjudicateur adresse une mise en demeure au titulaire et informe l'inspection du travail de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) qui sera chargée d'appliquer les sanctions éventuelles.

## **11.5 DISPOSITIF DE VIGILANCE ET D'ALERTE EN DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE**

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, si le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle ou un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnelle d'employeurs ou une institution représentative du personnel que le titulaire ou un sous-traitant direct ou indirect est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5., le maître d'ouvrage adressera alors une mise en demeure au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, l'entreprise ainsi mise en demeure apportera au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux semaines la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut le contrat sera résilié aux frais et risques du titulaire.

En application de l'article L 8222-1 du code du travail, pour tout contrat supérieur à 5 000€ HT, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la date de notification du marché, au pouvoir adjudicateur les pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail.

## **11.6 OBLIGATIONS EN MATIERE DE DETACHEMENT DES TRAVAILLEURS**

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, le titulaire remettra au pouvoir adjudicateur, sans qu'elle lui en fasse la demande expresse, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui remettre les pièces indiquées ci-dessus.

## **11.7 DISPOSITIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **11.7.1 Dispositions générales**

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le Titulaire remet les bordereaux de suivi de déchets dans un délai maximum de 14 jours.

Le délai court à compter du lendemain du jour de dépôt, dans une installation autorisée ou agréée de valorisation ou d'élimination des déchets, jusqu'à la date d'envoi figurant sur le récépissé d'envoi de la notification.

La remise, au Maître d'ouvrage, de tous les documents est valablement faite par notification au Représentant du Pouvoir adjudicateur.

## **11.8 DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION**

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

---

## **ARTICLE 12 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

---

### **12.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus conformément au CCAG Travaux et/ou les CCTP.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG et de l'article 9.3 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge de l'entreprise ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

### **12.2 RECEPTION ET RECEPTIONS PARTIELLES**

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Conformément à l'article 42.2 du CCAG travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer une prise de possession partielle si cela s'avère nécessaire en cours de chantier. Cette prise de possession partielle sera faite par une réception partielle et par un état des lieux contradictoires.

La date de réception sera unique pour tous les lots, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage, sauf identification d'une partie d'ouvrage constitutive d'un lot qui ferait l'objet d'une réception partielle comme indiqué ci-dessus. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsqu'un entrepreneur en fera la demande.

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution complète du marché, et des essais d'autocontrôle concluants, de la levée des avis suspendus et défavorables du Contrôleur Technique, de la constitution du DOE.

Sauf disposition figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- Les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- Les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- Sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

## **12.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES**

Sans objet.

## **12.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION**

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Ces plans et documents, suffisamment nombreux et détaillés, devront permettre au Maître d'Ouvrage :

- D'exploiter l'ouvrage
- D'effectuer ultérieurement tous travaux neufs d'extension ou renouvellement, dans les moindres détails.

Les notices de fonctionnement et d'entretien seront fournies en langue française.

Conformément à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG sauf les stipulations ci-dessous :

### **Exemplaires papier :**

Ces documents seront fournis par les entreprises en **1** exemplaire papier à destination du MOA

### **Version numérique :**

Ces documents seront également remis via un lien informatique de type Wetransfer, Grosfichiers ou autre

Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis au format natif et pdf,

Tous les fichiers seront au format DXF ou DWG version 2012

Pour les plans dessinés avec Autocad, 2 versions seront fournies :

- la version originale avec fourniture des Xref (le cas échéant)
- une version avec les plans entièrement réalisés dans l'espace objet (pas d'espace papier), les blocs avec attributs (et uniquement ceux-ci) décomposés et sans aucune référence externe (Xref ..... ) afin de pouvoir stocker puis transmettre des plans complets et lisibles à tous les demandeurs qui n'ont pas Autocad.
- Les tableaux et fichiers textes seront compatibles à 100% avec EXCEL et WORD 2013.

En outre, tous les documents seront fournis au format PDF.

Les fichiers seront nommés de façon suffisamment explicite pour que le dossier numérique soit facilement exploitable. Un sommaire sera fourni sous format excel et pdf.

## **12.5 DELAIS DE GARANTIE**

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

---

## ARTICLE 13 - ASSURANCES

---

Préalablement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des travaux, le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit :

- justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.
- justifier au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

---

## ARTICLE 14 - RESILITATION DU MARCHE

---

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché selon les dispositions de l'article L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et selon les dispositions des articles 49, 50.3 et 51 du CCAG Travaux.

---

## ARTICLE 15 - CLAUSES DE REEXAMEN

---

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

### 15.1 MODIFICATIONS DU MONTANT DES TRAVAUX

#### 15.1.1 Mise en œuvre de la modification

Par dérogation à l'article 13.4 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre, qui constate que la consistance des travaux est susceptible de subir une modification ou à l'initiative du titulaire, sollicite ou reçoit une proposition financière (devis) lorsqu'il est envisagé de procéder à une modification.

Le maître d'œuvre présente, dans un délai proportionné aux caractéristiques de la modification envisagée et précisé par le maître d'ouvrage et au plus dans un délai d'une semaine une Fiche de Travaux Modificatifs (FTM) faisant apparaître :

- Les modalités pratiques de la réalisation de la modification.
- Le prix de la modification.
- Les conséquences de la modification sur le projet, notamment en termes technique, fonctionnel, urbain, paysager et architectural.
- Les conséquences de la modification sur les engagements du titulaire en termes de délai.
- Les conséquences de la modification sur les engagements de performance.

Le prix de la modification en plus et en moins est établi dans les conditions prévues ci-dessous.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai d'une semaine pour approuver la Fiche de Travaux Modificatifs ou formuler des observations et demander des compléments d'information au titulaire.

Si le maître d'ouvrage ne s'est pas prononcé dans le délai d'une semaine à compter de la réception de la Fiche de Travaux Modificatifs, il est réputé l'avoir rejetée et la modification ne peut être réalisée.

Dans tous les cas (accord du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, pas de devis du Titulaire dans le délai imparti, désaccord sur le prix de la modification, urgence dans la réalisation des travaux), le maître d'œuvre lui notifiera un Ordre de service de travaux modificatifs avant réalisation des travaux fixant provisoirement les prix nouveaux retenus conformément à l'article 13.4 du CCAG travaux

Un avenant acte l'ensemble de ces modifications dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

### **15.1.2 Conditions d'établissement du prix de la modification**

Les prix unitaires de la DPGF rendus contractuels constituent les prix unitaires servant de base à la détermination des prix des prestations modificatives et complémentaires.

Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

### **15.1.3 Gestion financière des Modifications**

#### **15.1.3.1 Modifications à la demande du Maître de l'Ouvrage**

L'ensemble des conséquences financières des modifications demandées par le maître d'ouvrage sont prises en charge par le Pouvoir adjudicateur (plus-values et moins-values) ayant délivré préalablement son accord sur la consistance des modifications.

#### **15.1.3.2 Modifications à la demande du Titulaire**

Le Titulaire est engagé sur son Offre technique et financière contractuelle et par conséquent sur des solutions techniques et sur des équipements et des produits déterminés (marques, fiches produits, références...).

Si au cours de la réalisation le titulaire souhaite changer une solution, un équipement ou un produit, il devra au préalable recueillir l'accord écrit du maître d'ouvrage, après examen du maître d'œuvre.

L'ensemble des conséquences financières des modifications demandées par le titulaire sont prises en charge par lui-même (plus-values et moins-values).

Les modifications n'ayant pas été acceptées par le maître d'ouvrage ne peuvent pas être mises en œuvre par le titulaire.

## **15.2 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION**

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; par dérogation à l'article 52.7.3 du CCAG Travaux, les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut, pour le groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- Soit de laisser la possibilité aux membres du groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
- De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

---

## ARTICLE 16 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

---

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1, L.2197-3 et R.2197-1 et suivants du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige devrait être porté devant le tribunal administratif de Dijon.

Par dérogation à l'article 55.3 du CCAG travaux, si l'entrepreneur n'accepte pas la décision qui lui a été notifiée, celui-ci peut saisir le tribunal administratif compétent, uniquement par voie de recours formé contre une décision, et ce dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Conformément à l'article 55.2 du CCAG travaux, le délai de recours de deux mois susvisés, est interrompu jusqu'à la notification de la décision prise en cas de saisine du comité consultatif de règlement amiable.

Les dispositions suivantes complètent l'article 55.3 du CCAG-Travaux. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration, sur une demande préalablement formée devant elle.

Les requêtes et les mémoires doivent, à peine d'irrecevabilité, être présentés soit par un avocat, soit par un avocat au Conseil d'Etat, lorsque les conclusions de la demande tendent au paiement d'une somme d'argent, à la décharge ou à la réduction de sommes dont le paiement est réclamé au requérant ou à la solution d'un litige né de l'exécution d'un contrat.

---

## ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

---

Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
3.4.1	1.2.2
3.6.1.2	1.5
3.8.1	1,7
4.1	2
9.3.2	3.2
14.4.3	3.6
12.2.2	6.2.1
12.3.1, 12.4.2	6.2.2
28.1	7.1
18.2.1 et 18.2.3	7.2
19.2.1, 19.2.3, 19.2.4	8.1
28.1, 28.2.2	10.3
13.4	15.1.1
52.7.3	15.2
55.3	16